

«La paix au Proche-Orient pourrait démocratiser une série de régimes»

Ghassan Salameh évoque la transformation profonde que le Proche-Orient va subir si la paix se consolide:

effacement des militaires, coopération économique entre tous les acteurs, réapparition de l'Irak.

— Pour beaucoup d'analystes, un règlement de la question palestinienne est la clef d'une solution globale des conflits et problèmes du Proche-Orient. L'accord survenu cette semaine entre Israéliens et Palestiniens va-t-il, selon vous, bouleverser les données régionales?

— Oui, ce pas «historique» va, bien entendu, avoir des effets régionaux, mais il ne faut pas voir ces effets en termes géostratégiques. Il faut les voir beaucoup plus en termes politiques. Les différentes guerres et l'existence d'un conflit sur un demi-siècle ont fait qu'Israël est devenu une société obsédée par sa propre sécurité et par sa propre défense. Elle s'est imposé pour cela, un budget de défense important, un service militaire très lourd, une relative militarisation de la société et la préparation de cette société à différentes éventualités.

Du côté arabe, non seulement on assiste à quelque chose de parallèle mais, en plus, à une large militarisation du pouvoir politique. On se rappelle que la première guerre israélo-arabe avait été suivie immédiatement d'une série de coups d'Etat qui ont amené les militaires au pouvoir sous le prétexte facile que les civils ne savent pas faire la guerre à Israël et que les militaires sauraient mieux la faire. Donc, ce qu'il faut scruter dans les années qui viennent en tant qu'effets régionaux, c'est principalement la façon dont le pouvoir à l'intérieur du peuple palestinien, d'Israël, de la Jordanie, de la Syrie, du Liban, etc... va être affecté par la fin de ce conflit. Autant la guerre a amené une militarisa-

tion du budget national et l'arrivée des militaires au pouvoir, autant le principal dividende de la paix pourrait bien être une certaine démocratisation. Car si on règle le conflit de manière acceptable pour les uns et les autres, on désamorce la militarisation et l'autoritarisme dans l'ensemble du Proche-Orient.

— A l'heure actuelle, la Syrie occupe toujours le Liban. Pensez-vous qu'un règlement du conflit israélo-arabe puisse aboutir à un éventuel retrait syrien du sol libanais?

— Il ne fait pas de doute qu'un progrès sur les dossiers israélo-syrien et israélo-libanais facilitera une meilleure exécution des accords de Taëf (ndrl., les accords de Taëf stipulent dans un premier temps un redéploiement des

troupes syriennes dans la plaine de la Bekaa), s'il y a un accord de paix entre la Syrie et Israël et le Liban et Israël, la Syrie se sentira beaucoup moins menacée par Israël à travers ce qu'elle appelle son flanc libanais. Par conséquent, la Syrie perdra une des «raisons» ou «prétextes» de sa présence au Liban.

— On parle beaucoup d'une confédération jordano-palestinienne et même éventuellement d'un triangle Israël-Jordanie-Palestiniens. Croyez-vous à ces éventualités?

— Auparavant, on cherchait des subterfuges pour fuir la reconnaissance de l'OLP. On a parlé pendant vingt ans de l'option jordanienne, ensuite, d'une délégation arabe commune, du Royaume-Uni du roi Hussein en 1972... Beaucoup

d'idées ont été lancées parce que des «forces» refusaient une représentation autonome des Palestiniens. Aujourd'hui, toutes ces questions de confédération jordano-palestinienne, de triangle, de Marché commun levantin etc. sont posées dans une lumière tout à fait nouvelle. Il ne s'agit plus de court-circuiter la représentation du peuple palestinien. Ces projets, même s'ils ont le même nom aujourd'hui n'ont plus le même sens, relèvent d'une vision régionale, d'un développement commun.

Israël n'a pas d'avenir en dehors de sa région. L'entité palestinienne non plus. La Jordanie est criblée de dettes: 11 milliards de dollars pour un pays qui a un PNB très réduit et qui a dû faire face à l'afflux de 400 000 nouveaux réfugiés en provenance du Koweït. Que

vaut le Liban s'il ne joue pas un rôle économique régional, quelle viabilité a-t-il? Quel est l'avenir de la Syrie sans un circuit de travail, d'eau? Israël aurait-il pu avoir le niveau technologique économique qu'il a sans un flux financier ininterrompu? Non, bien sûr.

— Prévoyez-vous dans l'immédiat une concrétisation de ces projets?

— C'est encore trop tôt. Il faut que cette entité palestinienne s'affirme, que ses prérogatives s'étendent sur tout le Territoires occupés, que le retrait israélien soit effectif et qu'un progrès soit enregistré avec les Syriens, les Jordanien et les Libanais. A ce moment-là seulement, on pourra réorganiser la région d'une manière convaincante pour les uns et les autres. Il s'agit maintenant de fonder quelque chose de permanent et pour cela il faut que la phase intérimaire soit effectuée dans les meilleures conditions.

— Pensez-vous que l'avance du processus de paix puisse favoriser une normalisation des relations irako-occidentales?

— Je crois que dans l'agenda secret des deux dernières années, il y avait une volonté américaine nette de neutraliser l'influence irakienne et libyenne sur le processus de paix. Les Américains n'ont pas tort en nous interrogeant sur ce qu'auraient fait ces deux acteurs si on les avait laissé fonctionner ces deux dernières années. Plus le processus de paix et cet Accord israélo-palestinien se raffermiront, plus s'estompera une des raisons pour lesquelles on n'a pas encore normalisé la situation en Irak. Je pense que le raffermissement du processus de paix israélo-arabe et les menaces posées par la question kurde font que nous risquons dans les quelques mois qui viennent, d'assister à une accélération de la normalisation de la situation régionale de l'Irak. La Turquie et la Russie sont tombés d'accord sur la nécessité de mettre fin à l'embargo qui frappe l'Irak. Les Etats-Unis ne peuvent pas rester sourds à cet appel conjoint.

Propos recueillis à Paris
par Florence Kammermann